

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

**DIRECTION RÉGIONALE
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT
DE HAUTE-NORMANDIE**
Service risques

Affaire suivie par : Aurore JULIARD
Tél. 02.35.19.32.71
Fax 02.35.19.32.99
Mél. : aurore.juliard@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté du – 6 JUIN 2014

approuvant les prescriptions complémentaires autorisant la Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT à Sandouville concernant la requalification des points de mesures sonores en limite de site et de la zone d'urgences réglementées (ZER)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION HAUTE-NORMANDIE, PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

- Vu le code de l'environnement notamment ses articles L 511-1 et L 513-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI – préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville dont le siège social se trouve 13-15 quai Le Gallo – 92100 Boulogne Billancourt, et notamment l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 ;
- Vu l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le courriel de la société SNC RENAULT du 4 février 2014 demandant la requalification des points de mesures sonores en limite de site et de la zone à urgences réglementées (ZER) ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mars 2014 ;
- Vu la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 13 mai 2014 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 15 mai 2014.

- Considérant que la demande de la SNC RENAULT vise à requalifier les points de mesures sonores en limite de site et de la ZER conformément à l'arrêté du 23 janvier 1997 ;
- Considérant qu'il convient en conséquence de compléter les arrêtés préfectoraux précédents en dates du 23 novembre 2005 et du 27 novembre 2008 ;
- Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article L. 512-3 du code de l'environnement.

ARRETE

Article 1 :

La Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville dont le siège social se trouve, 13-15 quai Le Gallo - 92100 Boulogne-Billancourt,, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées, pour son usine de Sandouville.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté doit être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 :

L'établissement demeure d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R512-39-1 du Code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'environnement.

Article 6 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de ROUEN :

1° dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, par les demandeurs ou les exploitants.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 :

Le présent arrêté est tenu à la disposition du public :

- dans les mairies des communes concernées aux jours et heures ouvrables,
- à la préfecture aux jours et heures ouvrables.

Article 8 :

Mention de cet arrêté sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés :

- Paris-Normandie, presse rouennaise,
- Le Havre Libre.

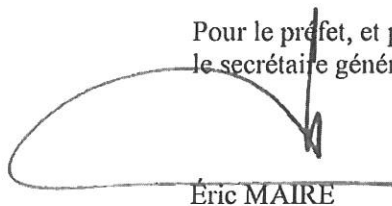
Un exemplaire de ces journaux sera annexé au dossier.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de SANDOUVILLE et à la société SNC RENAULT.

Fait à ROUEN, le **6 JUIN 2014**

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général



Eric MAIRE

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : - 6. JUIN 2014.....

ROUEN, le : - 6 JUIN 2014

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Eric MAIRE

**PRESCRIPTIONS ANNEXÉES
A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**
en date du

SNC RENAULT

à Sandouville

N° SIRET : 410 206 27000010

ARTICLE 1 :

Les dispositions des articles A.6.- Prévention de nuisances sonores de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 octobre 2012 sont remplacées par :

1, Prévention

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

2, Transport - Manutention

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

3, Avertisseurs

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4, Niveaux limites

Dans les zones à émergence réglementée, telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores de l'installation ne devront pas engendrer, au-delà d'une distance de 200 mètres des limites de propriétés, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans ces zones.

NIVEAU DE BRUIT ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE De 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE De 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

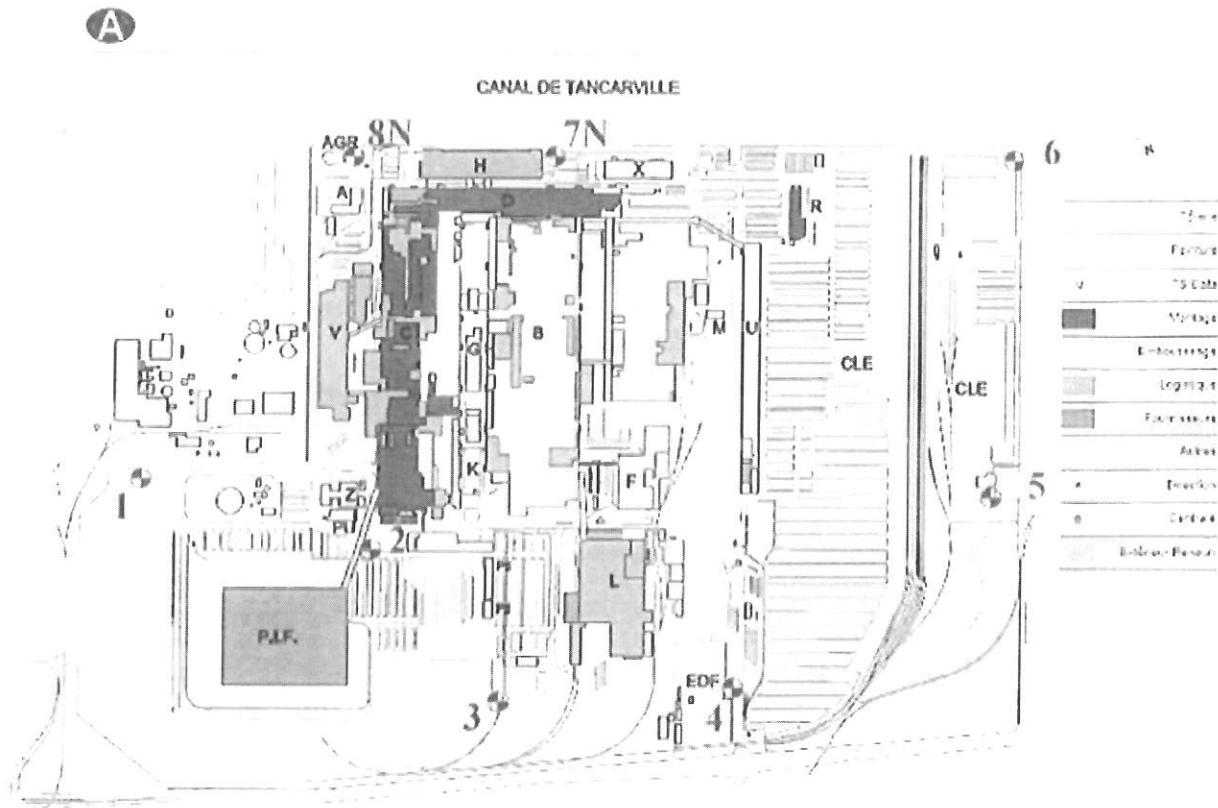
Le niveau de bruit en limite de propriété des installations en fonctionnement ne dépasse pas les valeurs fixées dans le tableau ci-après :

	Le jour, De 7h à 22h en dB(A)	La nuit, De 22h à 7h en dB(A)
Au Sud du site	70	60
Aux limites Est, Ouest et Nord	63	60

Le tableau et le plan ci-dessous définissent les points de mesures.

Points en limite de propriété	
Points de mesure	Situation
1	Côté Ouest du site
2	À proximité du bâtiment PIF
3	Au Sud du site
4	À proximité du poste EDF
5	Côté Est du site
6	Côté Nord-Est du site
7N	À proximité de la piste d'essai
8N	Côté Nord-Ouest du site
Points en Zone d'Émergence Réglementée (ZER)	
Points de mesure	Situation
A	Habitations situées au Nord-Ouest du site de l'autre côté du canal

Localisation des points de mesures



Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

5. Mesure des valeurs d'émission

L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, **au minimum tous les cinq ans**, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Chaque campagne de mesure fait l'objet d'un rapport adressé à l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant adresse en plus du rapport des mesures un plan d'amélioration dans les deux mois qui suivent les résultats de ces mesures.

De plus, l'exploitant ouvre un registre dans lequel il reporte les éléments suivants :

- carte localisant toutes les zones d'urgence réglementées existantes au moment de la notification de l'arrêté,
- la définition des points de mesure dans les zones précédentes,
- la fréquence des mesures de bruits à effectuer.

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 30 octobre 2012 sont remplacés comme suit :

L'exploitant doit réaliser une étude des niveaux sonores émises par l'exploitation avant fin septembre 2014.